

LES PROPOSITIONS DE LAGNY



RESTITUTION DES ÉCHANGES

DÉBAT DU 31 JANVIER 2019

Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République
Palais de l'Élysée
75007 Paris

Lagny, le 18 février 2019

Monsieur le Président,

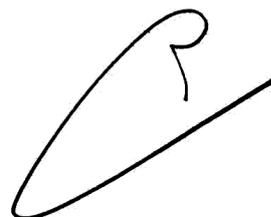
Au nom des habitants de Lagny sur Marne, j'ai le plaisir de vous faire parvenir « Les Propositions de Lagny ». Elles sont issues de deux réunions publiques et de très nombreuses contributions écrites. Les habitants et l'équipe municipale espèrent qu'elles pourront nourrir vos réflexions et les réformes à venir. Parfois contradictoires, elles reflètent l'hétérogénéité des idées.

Les contributions écrites des habitants sont jointes en annexes. Vous pourrez noter leur qualité et le travail réalisé par les Lagnyais qui ont vraiment souhaité contribuer au redressement de notre pays.

Monsieur le Président, nous avons décidé de continuer à vous fournir les idées des habitants en vous remettant régulièrement de nouvelles « Propositions de Lagny » sur d'autres sujets différents tels le logement, la santé, la justice et bien d'autres.

Vous avez initié la prise de parole des habitants. Ceux de Lagny-sur-Marne saisissent l'occasion.

En vous souhaitant une bonne lecture, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.



Jean-Paul Michel
Maire de Lagny-sur-Marne





LES PROPOSITIONS DE LAGNY



FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES

4 à 9

- Impôts 4
- Taxe 5 à 6
- TVA 6
- Succession 7
- Lutte contre l'évasion fiscale 7
- Niches fiscales 7
- Pédagogie 8
- Divers 8 à 9

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

10 à 14

- Déplacement 10 à 11
- Logement 11
- Énergie 12
- Agriculture 12 à 13
- Autre 13 à 14

DÉMOCRATIE ET PARTICIPATION CITOYENNE

15 à 20

- Le vote 15
- Institution 15 à 16
- Participation citoyenne 16 à 17
- Élus 17 à 18
- Loi 18
- Education civique 18
- Immigration 19
- Autre 19 à 20

ORGANISATION DE L'ÉTAT

21 à 23

- Optimisation 21
- Fonctionnaire 21 à 22
- Élus 22
- Un État qui recrée du lien 22 à 23
- Autre 23

AUTRES

24 à 28

- Logement 24 à 25
- Santé 25
- Retraite 26
- Salaire - Travail 26
- Divers 26 à 28



FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES

• IMPÔTS •

- Que tout le monde paie des impôts, même symboliquement / Que les personnes gagnant plus que le SMIC paient l'impôt.
- Que toutes les entreprises paient un impôt
- Un impôt plus juste en fonction des revenus de chaque personne
- Déclaration fiscale de l'intégralité des revenus du foyer fiscal incluant les aides et avantages en nature
- Abolir toutes les niches fiscales et autres possibilités de défiscalisation
- Que les avantages publics et sociaux ne soient que pour ceux qui payent des impôts et non pour tous ceux qui arrivent sans ressource et sans jamais avoir cotisé dans notre pays.
- Rendre plus progressif et plus juste l'impôt sur le revenu (tranches intercalaires, une tranche supplémentaire).
- Suppression de la taxe d'habitation pour tous les habitants / la maintenir mais revoir les bases locatives / la maintenir pour tous mais la baisser pour tous
- Mettre une progressivité linéaire pour tout type d'impôt.
- Répartition plus juste des prélèvements fiscaux,
- Possibilité de faire une déclaration séparée pour un couple marié si c'est plus avantageux
- Suppression de l'impôt sur le revenu jusqu'à 35 000 € par an pour les célibataires et 60 000 pour les couples.
- Suppression de la taxe audiovisuelle
- Suppression de la taxe foncière / baisse de la taxe foncière
- Ne plus avoir que deux impôts-taxes (TVA et Impôt sur le revenu)
- Impôts fléchés par collectivité / par politique publique



FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES

• TAXE •

- Rendre notre fiscalité attractive afin de contenir l'évasion fiscale, arrêter de taxer de manière honteuse les successions, pour rendre notre fiscalité plus « compétitive » il faut arrêter de barrer la route à ceux qui veulent investir en France, et il faut arrêter de pénaliser les plus fortunés (impôt sur les hauts-revenus, IFI, impôt sur les plus-values, etc).»
- Faire payer les plus riches notamment les grosses entreprises françaises et internationales et celles où leur siège social est délocalisé dans un «paradis fiscal»
- Rétablir le plafonnement du quotient familial autour de 2 300 € comme en 2012.
- Arrêter de créer des taxes
- Simplifier les différents impôts, taxes etc. ou les regrouper tous ensemble.
- Taxation des entreprises : prioriser les entreprises de taille moyenne créatrices d'emploi et celles exportatrices par une fiscalité allégée. Favoriser les regroupements d'entreprises complémentaires par une fiscalité locale allégée.
- Egalité des taux d'impositions (GAFA, groupes internationaux, PME, etc...).
- Diminuer les taxes sur les TPE et PME si elles recrutent sinon les augmenter
- Instaurer une fiscalité européenne sur les entreprises.
- Possibilité de déduire en charge réelle les intérêts pour les primo-accédant, pourquoi faire ce cadeau qu'aux investisseurs.
- Baisser le montant de la CSG
- Supprimer la CSG non déductible
- Véritablement généraliser la CSG
- Exonération totale de la CSG pour les retraités
- Participation symbolique à la CSG pour les plus bas revenus
- Taxer les patrons du CAC 40, les artistes et sportifs exilés
- Taxer les transactions boursières



FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES

• TAXE • (SUITE)

- Taxer les retraites chapeaux et les revenus boursiers
- Taxer les vrais riches et pas les classes moyennes à partir de 2500 € de revenu par personne.
- Revoir les bases foncières tous les 5 ans
- Baisser la fiscalité liée à l'emploi dans les salaires inférieurs à 1,5 du smic
- Baisser la fiscalité sur les activités culturelles, technologiques et scientifiques
- Rétablir l'ISF
- Il faut une meilleure répartition de l'impôt en taxant les plus riches
- Corréler la suppression de l'ISF à l'investissement dans les entreprises, des projets qui créent des emplois
- Corréler le CICE à des résultats en matière d'emploi ou de modernisation de l'entreprise, ou avancé sur des objectifs clairs
- La mise en place d'une vraie taxe « Tobin »

• TVA •

- Taxer les importations pour diminuer les charges patronales
- Augmenter la TVA pour baisser les charges patronales et salariales
- Diminuer la TVA sur les produits de 1ère nécessité et de productions locales
- Augmenter la TVA sur les produits non respectueux de l'environnement (énergie non renouvelable) et/ou sur les produits de luxe
- Transférer une partie des charges salariales sur la TVA (TVA sociale)
- Augmentation de la TVA de 1%



FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES

• SUCCESSION •

- Créer un impôt sur les gros héritages type ISF
- Laisser ceux qui ont travaillé toute leur vie transmettre à leurs enfants un héritage de 156 000 € exonérés
- Harmoniser les abattements des successions avec l'Allemagne

• LUTTE CONTRE L'ÉVASION FISCALE •

- Réfléchir à une « exit tax »
- Faire payer l'impôt sur les sociétés sur le CA afin d'éviter les optimisations fiscale des multinationales.
- Augmenter les contrôles sur les déclarations de TVA des sociétés
- Renforcement de l'arsenal juridique et pénal permettant de lutter contre l'optimisation fiscale des entreprises et grands groupes avec diffusion publique et médiatique des pénalités et redressements
- Que les contrôles fiscaux ne portent que sur les fraudeurs intentionnels
- Supprimer les paradis fiscaux.
- Preuve de vie des retraites versées à l'étranger

• NICHES FISCALES •

- Plafonner les niches fiscales à 2 000 €
- Augmenter l'âge de défiscalisation pour les frais de garde
- Supprimer les niches fiscales pour les plus aisés comme pour les plus démunis
- Supprimer l'ensemble des niches fiscales / Supprimer certaines niches fiscales
- Créer un service public de l'optimisation fiscale afin de permettre à tous de bénéficier des niches fiscales et d'orienter les Français vers des politiques publiques
- Créer une déduction d'impôt pour le financement de Start Up
- Limiter dans le temps chaque déduction fiscale



FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES

• PÉDAGOGIE •

- Faire preuve de pédagogie en expliquant aux concitoyens comment est utilisé l'argent public et en expliquant le juste prix des services publics (à tous les niveaux)
- Flécher chaque fois que cela est possible chaque taxe, chaque impôt sur un objectif bien identifié
- Transparence des remboursements de frais

• DIVERS •

- Suppression des commissions et organismes inconnus
- Rendre les autoroutes gratuites car elles sont déjà rentables et amorties.
- Valoriser le travail en créant un crédit d'impôt pour les personnes ayant travaillé toute l'année
- Un impôt sur le revenu prenant en compte le montant du loyer et des charges de chacun des ménages
- Rémunérons le risque entrepreneurial,
- Stop à la double rémunération de nos élus.
- Alignement sur le régime de retraite des salaires du privé (en compensation de leur emploi à vie)
- Remettre la demi-part des veufs et veuves.
- Indexer les retraites sur l'inflation.
- Revaloriser les retraites
- Diminuer les charges patronales
- Accorder plus de déduction pour une personne qui vit seule et qui doit payer les mêmes charges pour se chauffer, s'éclairer etc. que pour plusieurs personnes vivant sous le même toit



FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES

• DIVERS • (SUITE)

- Moins d'internet plus de rapports humains.
- Simplifier la gestion administrative des choses. Mettre fin aux fameux appels d'offre avec critères aléatoire.
- (Fiscalité Européenne) Il faut que l'état se batte fasse du lobbying auprès de l'Europe pour avoir une politique fiscale et sociale européenne
- (Fiscalité Européenne) Une pression très forte sur l'Europe pour régler le compte des paradis fiscaux qu'elle héberge dans son sein ; pression très forte qui pourrait aller jusqu'au refus de contribuer à son budget tant que les états voleurs-voyous européens (Luxembourg, Irlande, Pays-Bas, Malte) n'auraient pas été mis au pas.
- Etablir par la loi une répartition des bénéfices des entreprises en trois tiers (actionnariat, recherche développement, employés)
- Diminuer les impôts nationaux au profit des impôts locaux
- Réfléchir en termes de « reste à vivre » (après le prélèvement de toutes les taxes et crédit) plutôt que sur les ressources



TRANSITION ÉCOLOGIQUE

• DÉPLACEMENT •

- Optimisation des transports en commun (avec des bus plus écologiques)
- Augmentation de la fréquence des bus et des trains avec des horaires plus adaptés voire élargis
- Améliorer les transports en commun dans les départements et entre les départements
- Transport en commun gratuit / tarif adapté aux revenus
- Plus de pistes cyclables et de garages à vélo
- Créer des aires de covoiturage et un site de covoiturage professionnel
- Rendre les transports gratuits du vendredi soir au lundi matin
- Avoir des prix plus abordables sur les trains et équitables quelques soient les destinations
- Développer les vélos gratuits mais dans la ville
- Encourager le télétravail et le co-working pour limiter les déplacements
- Faire payer les poids lourds étrangers qui utilisent les autoroutes, avec majoration à certains horaires
- Favoriser l'essor des véhicules propres (bornes de recharges, aides à l'achat,...)
- il faut que cesse le racket permanent et insupportable pour ce qui concerne les automobilistes (l'écologie a bon dos...)
- Si un transport public n'est pas possible, chèque mobilité pour les salariés utilisant co-voiturage ou véhicule propre sur une durée à définir»
- Améliorer le système ferroviaire en France qui est très vieillissant et entraîne des problèmes sur l'ensemble des lignes notamment en cas de neige.
- Privilégier les transports par voies ferrées et rouvrir les voies ferroviaires fermées voire le transport fluvial
- Réduire les émissions de CO2 en réduisant les échanges entre les pays



TRANSITION ÉCOLOGIQUE

• DÉPLACEMENT • (SUITE)

- Le « plan vélo » annoncé au mois de septembre par l'état va-t-il être appliqué ?
- Investissement de l'état auprès de l'enseignement pour introduire davantage le vélo, avec éventuellement l'aide des associations
- Beaucoup plus de pistes cyclables de qualité sur le territoire national
- Expérimentation pour dédier des voies pour les voitures en covoiturage avec au minimum 2 personnes
- Impossible de coupler vélo/transport en commun (pas de place suffisante pour les vélos dans les transports)
- Améliorer les contrats d'assurances pour laisser sa voiture pour encourager davantage à prendre son vélo
- Développer les transports fluviaux pour aller sur Paris
- Développer et encourager les voitures à air comprimés
- Rétablir la prime à 200 € pour le vélo

• LOGEMENT •

- Améliorer les aides (incitations fiscales, crédits d'impôts) aux travaux d'isolation
- Contrôle de l'immobilier en ville
- Mettre en place un service public pour diagnostiquer gratuitement les pertes énergétiques et proposer des solutions chiffrées
- Formation dans le métier du bâtiment pour acquérir la compétence sur la modification des logements en matière d'isolation ou amélioration de la qualité énergétique du bien
- Laverie dans les bâtiments collectifs.



TRANSITION ÉCOLOGIQUE

• ÉNERGIE •

- Favoriser les énergies vertes / renouvelables
- Généralisation des panneaux solaires (ferme solaire, toits, etc...)
- Surveiller les fournisseurs d'énergie
- Développer les parcs éoliens (notamment marins)
- Stabiliser les centrales nucléaires actuelles afin d'avoir un prix du kW/h à bas coût
- Amélioration de la filière nucléaire et des turbines électriques
- Proposer un système de chauffage commun à partir du recyclage des déchets et proposer un abonnement en fonction de la taille des logements.
- Nationaliser les entreprises d'énergie
- Favoriser les recherches sur l'hydrogène non polluant plutôt que le tout électrique
- Poses de panneaux solaires sur les énormes surfaces (type centres commerciaux) pour alimenter les communes
- Prévoir un système de composte pour les collectifs
- Formation sur le composte et informer davantage sur le sujet
- Investissement de l'état pour le développement pile à combustible
- Utiliser l'eau des fleuves pour développer l'électricité des villes

• AGRICULTURE •

- Quand arrêterons-nous d'utiliser les pesticides pour l'avenir de nos enfants pour revenir à une agriculture plus saine
- Accompagnement pour la transformation de l'agriculture
- Partage des terres (friches terrains communaux inutilisés) organiser, encourager et accompagner pour apprendre à développer de nouvelles agricultures pour du local et mettre en avant les circuits courts



TRANSITION ÉCOLOGIQUE

• AGRICULTURE • (SUITE)

- Développer davantage les jardins partagés dans les communes. Pour développer le commerce et la culture de proximité. Pas assez de terrains disponibles proche de chez soi pour cultiver
- Remplacer l'agriculture industrielle par une agriculture écologique
- Mettre un quota de terres cultivables dans les PLU

• AUTRE •

- Principe de pollueur/payeur (entreprise, usine, etc.)
- Interdire les supports publicitaires papiers ou les taxer
- Réduction du bruit de la circulation routière sur les axes nationaux et départementaux
- Créer des sociétés de mutualisation foncière pour soutenir les agriculteurs
- Etablir un plan de transition écologique local
- Créer un plan de biodiversité local
- Favoriser les circuits courts
- Etiquetage des produits importés
- Interdire la plupart des produits plastiques
- Création de barrières phytosanitaires
- Abandon des recours aux pesticides
- Réduire l'éclairage nocturne – pollution visuelle
- Développement des sacs réutilisables
- Réduire l'air conditionné
- Paiement du ramassage des ordures au poids
- Maintien de la limitation à 80 km/h)
- Recours à l'eau épurée plutôt que potable pour certaines tâches



TRANSITION ÉCOLOGIQUE

• AUTRE • (SUITE)

- Lutter contre le lobbying
- Plus d'information des « Enfants sans bras »
- Campagne de sensibilisation sur le « vertueux » des produits alimentaires
- Information sur les distances parcourues et parcours des produits dans la grande distribution
- Expérimentation pour dédier des voies pour les voitures en covoiturage avec au minimum 2 personnes
- Formation dans le métier du bâtiment pour acquérir la compétence sur la modification des logements en matière d'isolation ou amélioration de la qualité énergétique du bien
- Instaurer des Cours sur l'écologie au niveau de l'éducation nationale (arrêter de parler du passé et préparer le futur)
- Augmenter les Garanties (Garanties à 10 ans) des appareils ménagers, l'imposer aux industriels
- Promouvoir les actions locales dont nous n'avons pas forcément connaissance
- Arrêter de baisser les subventions locales pour permettre à l'échelle local de fonctionner mieux que ça, car à ce niveau-là on a les solutions.
- Micro prêt permettant à chacun d'accéder à tous produits de qualité
- Généraliser davantage le recyclage pour tous les produits
- Quota pour limiter le développement et l'urbanisation de centres commerciaux
- Faciliter l'accès aux bijoutiers pour recycler l'or
- Diminution des emballages sur tous les produits de consommations
- Obliger les grandes enseignes à rembourser les consignes. Revenir sur le système de consigne.
- Recréer du lien entre les citoyens en proposant des actions citoyens collectives pour le nettoyage des espaces vert de la ville ou des tags par les citoyens et élèves du quartier concerné.



DÉMOCRATIE ET PARTICIPATION CITOYENNE

• LE VOTE •

- Prendre en compte le vote blanc (que les élus se rendent compte qu'ils ne sont pas forcément choisis par envie mais souvent par défaut)
- Faire reconnaître le vote blanc et qu'il soit autant comptabilisé qu'un vote pour un candidat. En cas de majorité du vote blanc à une élection, les élections sont à refaire.../ attention à la paralysie du système et à la dictature du vote blanc
- Droit de vote des étrangers pour les élections locales
- Reconnaître l'abstention dans les votes
- Passer d'un droit de vote à un devoir de vote
- Vote Obligatoire / Avis contraire le vote doit être un choix
- Vote par correspondance
- Créer des référendums consultatifs à questions multiples

• INSTITUTION •

- Passer à la proportionnelle (intégrale ou 50% ou permettant une stabilité législative,)
- Proportionnelle intégrale avec prime majoritaire basée sur l'élection présidentielle
- Baisser le nombre de parlementaires et baisse de leurs indemnités
- Rémunération au temps de présence
- Faire voter les citoyens toutes les semaines pour que chaque décision soit approuvée par le peuple
- Sortir de notre 5^{ème} République qui date. Passer à une 6^{ème} république, plus précisément abroger cette constitution qui donne un pouvoir exorbitant à une seule personne
- Comme le Sénat, créer une assemblée citoyenne qui revoit les propositions de lois du parlement



DÉMOCRATIE ET PARTICIPATION CITOYENNE

• INSTITUTION • (SUITE)

- Suppression du Sénat / Conserver le Sénat qui est plus stable que l'Assemblée
- Revoir les conditions pour se présenter = 500 signatures d'élus soit un nombre de citoyens à définir
- Définir un quorum pour les votes en séance (au parlement)
- Redonner des pouvoirs aux Maires
- Rétablir le cumul des mandats / seulement dans les territoires ruraux / pour les maires
- Inversement du calendrier des élections présidentielle/ parlement
- Regrouper les communes
- Les métropoles devraient être fusionnées avec les régions
- S'il y a une communauté d'agglomération supprimons nos mairies, et nos départements
- Supprimer les communes et interdire la création de commission, syndicats et autres émanations des collectivités locales

• PARTICIPATION CITOYENNE •

- Plus de référendums et en accepter les résultats (sur les grands sujets, sur les projets n'étant pas dans le programme des candidats élus)
- La démocratie ce n'est pas le vote permanent. Il n'y a pas de dossier simple sans conséquences. La démocratie représentative permet de prendre le temps et de trouver des solutions.
- Organiser des débats publics, via Internet par exemple
- Créer une plateforme internet où chaque citoyen français en âge de communiquer ses convictions/revendications (18 ans à la mort) puisse répondre à des sondages afin d'orienter les débats sociaux, économiques, environnementaux, etc.
- Un système de messagerie pour communiquer avec ses députés



DÉMOCRATIE ET PARTICIPATION CITOYENNE

• PARTICIPATION CITOYENNE • (SUITE)

- En proposant fréquemment ce type de consultation
- Trop de concertation peut mener à un immobilisme. Il faut que quelqu'un tranche
- Meilleure prise en compte des élus territoriaux dans les décisions de l'Etat plutôt que d'avoir recours à des référendums d'initiative populaire
- Communiquer et faire des tables rondes
- En organisant des débats entre les français et les élus pour savoir comment améliorer le quotidien des Français

• ÉLUS •

- Casiers vierges obligatoires pour les élus
- Revoir à la baisse les rémunérations des élus et dirigeants liés à l'état (+ cabinets + anciens présidents etc...)
- Pas plus de 2 mandats pour chaque homme et femme politique
- Ramener plus de décision au niveau local, faire confiance aux citoyens et aux maires. Limiter les mandats politiques en durée et en nombre
- En organisant des cahiers de doléances et en tenant compte
- Revoir le statut des élus : pas d'artisans, ni de commerçants. Trouver une solution pour les professions pour retrouver un travail à l'issue du mandat
- Non-cumul des mandats
- Suppression de la retraite des anciens Présidents de la République + garde du corps,...
- Suffrage indirect pour le Président de la République
- Provoquer les élections législatives avant la Présidentielle
- Revoir la durée du mandat présidentiel pour ne plus caler avec la durée de la législature



DÉMOCRATIE ET PARTICIPATION CITOYENNE

• ÉLUS • (SUITE)

- Maintien du scrutin direct pour le Président de la République
- Supprimer le régime de retraite des parlementaires
- Renforcement du contrôle du pouvoir législatif
- Pouvoir aux Maires et non à la haute fonction publique
- Adapter l'organisation locale aux territoires
- Donner les moyens aux députés d'agir sur les territoires

• LOI •

- Raccourcir 18 mois pour la mise en place d'une loi et ses décrets est trop long, il faut raccourcir ce temps
- Un processus d'évaluation est indispensable pour chaque loi votée. Véritable contrôle des parlementaires sur la conformité de l'application des lois
- L'information locale de chaque loi votée est un moment d'expression utile

• ÉDUCATION CIVIQUE •

- Les chômeurs doivent donner des heures pour du travail civique à sa mairie. Les jeunes aussi sous forme de stage.
- Cours d'éducation civique au collège et lycée. Mettre du volume horaire à l'école pour expliquer le fonctionnement de l'Etat
- Promouvoir le concept de responsabilité citoyenne
- Sensibilisation des jeunes à la politique au sein de l'Education nationale
- Formation à la citoyenneté, à la laïcité et aux valeurs de la République



DÉMOCRATIE ET PARTICIPATION CITOYENNE

• IMMIGRATION •

- Exiger plus d'implication des immigrés, apprentissage langue, etc, respect de la démocratie renforcer les lois et leur réprimandes
- Régularisation très drastique de l'immigration et suppression du droit du sol au profit du sang
- Délivrer la nationalité française qu'après 15 ans sur le territoire à cumuler avec un emploi et vérification de la langue et de l'histoire
- Renvoi des marginaux étrangers à leurs frais en effectuant des travaux d'intérêt général
- Supprimer les allocations et la CMU aux immigrés le temps de leur régularisation
- Limiter le nombre d'immigrés et dénoncer le pacte de Marrakech
- Organiser l'immigration
- Qu'aucun immigré ne puisse toucher plus d'aides qu'un français
- Au lieu de laisser des migrants dans les rues, donnons le coût réel de l'immigration et permettons aux parlementaires de choisir
- Action pour faciliter l'intégration des nouveaux migrants

• AUTRE •

- Cette nouveauté de débat publique et concertation via le numérique me semble un atout supplémentaire pour participer et s'exprimer sur la démocratie
- Élections à mi-mandat
- Faire remonter les propositions des conseils municipaux au Parlement pour en faire des propositions de lois
- Autonomie financière des collectivités territoriales
- Réunions régulières pour dégager des idées, rétablir le lien social



DÉMOCRATIE ET PARTICIPATION CITOYENNE

• AUTRE • (SUITE)

- Service national obligatoire pour redonner la citoyenneté / Service associatif, citoyen, politique, écologique pour découvrir le milieu du bénévolat pour les jeunes. Avoir un avis pour changer les choses



ORGANISATION DE L'ETAT

• OPTIMISATION •

- Gérer les services publics comme des entreprises privés
- Efficacité et optimisation des services publics – le fonctionnement de l'Etat
- Supprimer les éventuels doublons entre Mairies et intercommunalités
- Faire porter des compétences publiques par le privé (notamment les parcs et jardins)
- Refonte des services publics afin de supprimer ceux qui sont archaïques et accélérer les procédures
- Simplifier les textes de loi, les procédures et les informations sur les sites des administrations
- Réduire et simplifier le millefeuille administratif
- Trop de lois tuent la loi.
- Trop d'organismes, d'agences qui contrôlent. Il faut en supprimer voire toute / Il faut créer plus d'agences transversales pour faire avancer les sujets
- L'Etat et les collectivités doivent passer au statut de service public au lieu de rester des administrations
- Moins de bureaucratie, plus de bon sens et d'humanité
- Digitaliser toutes les tâches non nécessaires afin de recentrer les fonctionnaires sur des tâches à valeur ajoutées
- Véritable décentralisation avec moins de services de l'Etat et transfert de compétence vers les collectivités locales
- N'avoir des ministères que dans les compétences de l'Etat

• FONCTIONNAIRE •

- Supprimer le statut de la fonction publique
- Réfléchir à un spoil-system (changement de la haute fonction publique avec les changements des politiques
- Arrêter de supprimer des postes de fonctionnaires et de fermer les services de l'Etat



ORGANISATION DE L'ETAT

• FONCTIONNAIRE • (SUITE)

- Diminuer le nombre et le salaire des hauts fonctionnaires.
- Obligation pour les fonctionnaires de faire des stages en entreprises afin de découvrir l'obligation des résultats et les contraintes de délais
- Réductions des frais de personnels et plus d'efficacité
- Limiter l'Etat à ses fonctions régaliennes, transférer les agents d'Etat autres aux collectivités locales / Diminuer le nombre de fonctionnaire au sein des régions et des départements

• ÉLUS •

- Diminuer les membres des ministères et de l'Assemblée
- Supprimer les dotations à vie des anciens présidents et des anciens premiers ministres
- Supprimer les lois non appliquées
- Stopper le tout réglementé
- Baissons le train de vie et les salaires du gouvernement !
- Obliger les décideurs à travailler sur le terrain plusieurs semaines par an afin que ceux-ci se rendent mieux compte des améliorations à apporter.

• UN ETAT QUI RECRÉE DU LIEN •

- Créer des antennes publiques (maison de services publiques) avec des fonctionnaires polyvalents capables de répondre ou de trouver les réponses aux questions des administrés / Créer ces antennes dans les mairies
- Avoir des permanences téléphoniques avec des agents du service public
- Services mobiles : un bureau omni service voire un bus dans chaque petite commune avec un agent multi taches ayant un accès prioritaire, Internet, vers tous les services



ORGANISATION DE L'ETAT

• UN ETAT QUI RECRÉE DU LIEN • (SUITE)

- Arrêter de dématérialiser toutes les démarches sans plus aucune possibilité d'avoir un interlocuteur
- Evaluer les services publics en fonction des nouveaux besoins
- Regrouper dans des maisons des services techniques l'ensemble des principaux acteurs de la vie quotidienne (sécurité sociale, impôts, caf, poste, clic..)
- Ouvrir les administrations de l'Etat le samedi et à des horaires adaptés
- Accompagnement des personnes les plus défavorisées

• AUTRE •

- Interdire le lobbying ou mieux l'encadrer
- Rendre publique l'agenda des élus pour plus de transparence
- Renforcement des services de l'ordre et de l'éducation nationale des premier et deuxième cycles
- Revaloriser les professeurs
- Rouvrir des lieux pour faire les CNI et les passeports
- Que l'Etat ne vive pas au-dessus de ses moyens (règle d'or)
- Suppression du budget de la Première Dame
- Réduire le budget de la Présidence



AUTRES

• LOGEMENT •

- Se loger : mieux tenir compte des situations familiales de chaque foyer (revenus, nombre de personnes)
- Respect de la règle des 20% de logements sociaux dans les villes
- Créer des infrastructures permettant d'accueillir les sans-abris, et les gens dans le besoin
- Construire plus de logements sociaux accessibles à ceux qui ont des petits salaires ou qui sont logés dans des appartements loués dans le privé à des prix exorbitants
- Permettre à tous ceux qui font une demande de logement social d'accéder à ces logements sans que ce soit dans les quartiers à risques
- Réduire les tarifs EDF, GDF et du fioul. Les prix ne cessent d'augmenter et cela devient vraiment cher de se chauffer
- Encadrer réellement les loyers. Un F1 ou un F2 ne devraient pas se louer à plus de 400 € ou 500 € CC par mois
- Baisser les prix de l'immobilier pour permettre aux gens même modestes d'acheter
- Encadrer le prix des loyers dans le parc privé pour des loyers raisonnables
- Que tous les français aient le droit à un logement décent... trop de propriétaires louent à des prix exorbitants des appartements chers et pourris
- Des prêts à taux zéro pour tous
- Des loyers plafonnés et adaptés aux revenus. Des conditions pour avoir un logement adapté aux réalités actuelles (CDD, indépendants...). La saisie de logements et bureaux non occupés longtemps pour y loger des sans abris
- Réserver un pourcentage de logements sociaux dans les programmes neufs
- Développer les projets de logements partagés, développer la mutualisation des moyens pour encourager la solidarité et tendre vers une consommation responsable
- Attribuer les logements sociaux dans les métropoles pour les actifs et développer les logements sociaux pour les retraités dans les zones rurales



AUTRES

• LOGEMENT • (SUITE)

- Ne pas laisser dans des appartements devenus trop grands pour elles des personnes qui se retrouvent seules
- Étendre aux CDD la possibilité d'accéder à la propriété en allégeant les critères de l'ensemble des banques
- Dès que la personne a un revenu supérieur au plafond, elle doit quitter le logement social / Conserver les habitants les plus riches dans les quartiers sociaux afin de favoriser la mixité sociale
- Répartition plus équitable des attributions des logements sociaux, pas d'immeubles dédiés, mais mixité des logements privés-sociaux
- Augmenter le parc locatif et baisser les loyers
- Exclure des HLM les habitants ayant des hauts revenus
- Dans la politique du logement créer de la mixité sociale et ethnique
- Il faut arrêter de construire mais réhabiliter les immeubles existants le plus possible

• SANTÉ •

- Augmenter le budget en faveur des services publics, notamment de la santé et des hôpitaux. Revaloriser le personnel hospitalier
- Maintenir des médecins et services de santé pour tous les citoyens.
- EPHAD : Des services civiques formés pour aider les professionnels
- Les frais médicaux moins onéreux pour les retraités (dents, lunettes, soins en général)
- Plus de soignants et moins d'administratifs.
- Lutter contre les déserts médicaux même en Seine-et Marne
- Redonner envie aux gens de faire les métiers de soignants, réputés difficile
- Améliorer le délai de prise en charge des patients
- Respect des différentes médecines



AUTRES

• RETRAITE •

- Reculer l'âge de la retraite à 67 ans
- Meilleure reconnaissance des retraités

• SALAIRE - TRAVAIL •

- Augmenter le Smic
- Revenir aux 39h sans augmentation
- Un salaire minimum pour les agriculteurs
- Augmenter les bas salaires dans la fonction publique
- Indexer les retraites sur le coût de la vie
- La réduction du temps de travail.
- Le salaire universel
- Le salaire devrait être suffisant pour se loger, se vêtir et se nourrir. Il faut augmenter les salaires et les retraites, les pensions d'invalidité.
- Réduire les salaires les plus hauts dans une fourchette raisonnable de 10 à 20 SMIC par exemple y compris pour les acteurs, sportifs, etc

• DIVERS •

- Légalisation de l'euthanasie
- Légalisation du cannabis
- Moins de publicité à la télé et à la radio
- Supprimer l'avertisseur sonore de recul pour les engins de chantiers
- Plus de sévérité au niveau de la Justice
- Rétablir le respect auprès des professeurs, pompiers, policiers, etc.



AUTRES

• DIVERS • (SUITE)

- Enseigner l'économie à tous
- Aucune prescription sur l'inceste et les viols sur mineurs
- Créer une armée européenne
- Pas de tolérance pour le communautarisme, respect des lois de la République et de la laïcité
- Revenir au 90 km/h
- Prise en charge de la grande pauvreté (plus de SDF)
- Lutter contre les difficultés scolaires dès la maternelle
- Contrôle des écoles par le niveau des élèves
- Favoriser la recherche
- Plus de professeurs et des classes moins chargées
- Supprimer le Journal Officiel
- Rétablir la facilité d'accès à la formation sur un plan national
- Référendum sur le mariage pour tous.
- Création de Lieux de garde ponctuels pour les travailleurs qui finissent tard
- Création de chèques Santé, de chèques culture pour les revenus classes moyennes»
- Revoir la justice des mineurs.
- Créer des établissements où l'on enfermerait (avec suivi psychologique), pendant des week-ends ou des vacances certains jeunes délinquants récidivistes avec un de leurs parents pour instaurer un dialogue et mieux leur faire comprendre les conséquences de leurs agissements
- Les initiatives solidaires pour aider les familles monoparentales, les personnes âgées, les jeunes déscolarisés, les chômeurs
- Le maintien de la sécurité au vue de l'augmentation des agressions et de la délinquance dans l'ensemble du territoire



AUTRES

• DIVERS • (SUITE)

- Mieux contrôler le territoire de Mayotte et ceux qui y viennent pour devenir Français
- Rénover le système éducatif afin d'introduire des domaines liés aux nouvelles technologies et combler le retard que la France prend par rapport à des pays émergents
- Que les grandes entreprises versent un point de plus de TVA sur le chiffre d'affaire gagné sur le territoire. Le consommateur paie 20%, le vendeur 21%.
- Taxer les entreprises faisant appel à des travailleurs hors de France
- Voie de gauche sur francilienne réservée aux covoiturages et/ou aux professionnels (livreurs, artisans....) aux heures de pointe
- Reprendre la gestion des autoroutes
- La création d'emploi doit être la principale bataille de tous les services municipaux
- Prendre des mesures draconiennes pour la réduction du chômage
- Créer des universités locales pour les cadres d'entreprises
- La justice doit être libre, indépendante. Confiance en nos juges.
- Créer de l'emploi en renforçant nos services publics
- Favoriser la prévention et l'éducation
- Chaque fois que cela est possible automatiser les prestations sociales en fonction des revenus
- Améliorer ou rendre plus stricte la formation professionnelle des établissements scolaires
- Plafonner les allocations à 2 enfants et verser aussi quelque chose pour 1 seul enfant
- Etaler les travaux de voirie sur de plus longues durées
- Mutualiser les équipements culturels